

Exclusif: les «carnets Bettencourt» enfin révélés dans Marianne

Laurent Neumann | Vendredi 9 Juillet 2010 à 05:01 | Lu 56953 fois

 [Imprimer](#) 'I'+ [Augmenter la taille du texte](#) 'I'- [Diminuer la taille du texte](#)

Marianne a pu se procurer l'un des désormais célèbres cahiers de caisse sur lesquels l'ex-comptable des Bettencourt consignait tous les retraits qu'elle effectuait en liquide. Et pas n'importe lequel : celui qui couvre la période correspondant aux derniers mois de la campagne électorale de Sarkozy en 2007. Voici ce qu'on y apprend.



- [> Affaire Bettencourt: anatomie de la défense de l'Elysée](#)
- [> Accusation de «fascisme» contre Mediapart: l'UMP n'a vraiment honte de rien](#)
- [> Comment l'affaire Woerth a réveillé les journalistes](#)

Dans son édition à paraître samedi 9 juillet (1), *Marianne* publie en exclusivité les fameux « carnets Bettencourt », ces cahiers de caisse sur lesquels Claire T., l'ex-comptable de la richissime héritière du géant des cosmétiques L'Oréal, notait scrupuleusement chaque retrait d'argent liquide (environ «50.000 euros par semaine») en précisant à qui cet argent était destiné. Un carnet de bord qu'elle a tenu au jour le jour, avec une incroyable minutie, de la date de son embauche en mai 1995 jusqu'à celle de son licenciement en novembre 2008. *Marianne* s'est en effet procuré l'un de ces cahiers, le plus instructif sans doute, celui de l'année 2007. Et plus précisément les pages qui concernent les mois de janvier à avril, c'est-à-dire les quatre mois qui précéderent l'élection présidentielle et la victoire de Nicolas Sarkozy. Ces carnets de caisse, qui sont depuis mercredi dernier entre les mains des policiers de la Brigade financière et de la Brigade de répression de la délinquance contre la personne (BRDP), comportent, mois par mois, de façon manuscrite, la date de chacune des opérations réalisées en liquide, la désignation de l'opération et, bien sûr, les recettes (l'argent liquide tiré à la banque) et les dépenses. Avec, à la fin de chaque mois, une balance des opérations.

Première constatation : Claire T. a dit vrai aux enquêteurs. A la date du 26 mars 2007, elle a bien noté, dans la colonne «*recettes*», un retrait d'argent liquide de 50.000 euros, désigné «*BNP*». La BRDP a d'ailleurs retrouvé, à l'agence BNP-Paribas de l'avenue de La Grande-Armée à Neuilly, la trace de ce retrait d'argent, avec la certitude qu'une telle somme était retirée à cette agence au moins deux fois par mois.

Deuxième constatation, plus frappante : ces retraits en liquide étaient non seulement fréquents, mais très élevés : 45.000 euros le 9 janvier 2007, 50.000 euros le 14 janvier, 50.000 euros le 25 janvier, 50.000 euros le 2 février, 50.000 euros le 12 février, 45.000 euros le 20 février, 50.000 euros le 26 mars, 48.000 euros le 2 avril... Au total sur quatre mois, de janvier à avril 2007, pas moins de 388.000 euros sortis en liquide ! Question : Tracfin, la cellule de renseignements financiers qui dépend du ministère des finances et lutte contre les mouvements suspects de capitaux, a-t-elle ou non été alertée par la ou les banque(s) concernée(s) ? Et si oui, Tracfin en a-t-elle informé Bercy ? Ce qui est sûr, c'est que durant les treize années passées au service de Mme Liliane Bettencourt, Claire T. assure que sa patronne n'a jamais été inquiétée de près ou de loin par le ministère des finances ou celui du Budget. Mieux, pendant treize ans, Mme Bettencourt n'a jamais été contrôlée par le fisc ! Ce qui, au passage, contredit les propos d'Eric Woerth, ex-ministre du Budget, et de Philippe Parini, directeur général des finances publiques.

Mais il y a plus intéressant encore : Claire T. raconte qu'à chaque fois que ces retraits d'argent liquide étaient destinés à financer des politiques, elle inscrivait, dans la colonne «*dépenses*», la mention «*Monsieur*» ou «*Monsieur Bettencourt*», aussi bien lorsqu'elle remettait cet argent à André Bettencourt, le mari de Liliane décédé en novembre 2007, en personne ou à Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune, quand la santé d'André Bettencourt a commencé, début 2007, à se dégrader. Or, de janvier à avril 2007, ces deux mentions apparaissent à de nombreuses reprises : 10.000 euros le 4 janvier 2007 («*Monsieur*»), 30.000 euros le 7 janvier («*Monsieur*»), 100.000 euros le 26 janvier («*Monsieur*»), 15.000 euros le 2 février («*Monsieur Bettencourt*»), 10.000 euros le 19 mars («*Monsieur*»), 10.000 euros le 11 avril («*Monsieur*»)... Au total: 183.350 euros en quatre mois ! On se pince quand Me Georges Kiejman, l'avocat de Liliane Bettencourt, prétend dans *Libération*, qu'il n'y a «*pas le moindre élément qui permette de dire que ces sommes ont servi à autre chose que d'argent de poche à André Bettencourt* ».

Près de 200.000 euros d'argent de poche en moins de quatre mois ? Pour en avoir le cœur net, *Marianne* a comparé ses sommes d'argent liquide avec celles sorties durant la même période de l'année 2006, c'est-à-dire hors campagne électorale. A l'évidence, les montants ne sont plus de même ampleur : Claire T. a en effet inscrit sous la mention «*Monsieur* » ou «*Monsieur Bettencourt* » les valeurs suivantes : 15.000 euros fin février 2006, 10.000 euros le 3 mars, 15.000 euros le 11 avril et 10.000 euros le 16 mai. On est loin des 183.350 euros de la période précédant le 1er tour de l'élection présidentielle !

Ces sommes considérables ont-elles, en partie ou en totalité, alimenté un financement occulte de l'UMP ou la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy ? Rien, dans les «*cahiers de caisse*» de Claire T., ne permet de savoir à qui cet argent liquide était réellement destiné. Ce qui est logique, puisqu'elle-même indique qu'il «*ne fallait pas laisser de trace*». Ce qui intrigue, tout de même, c'est que dans tous les autres cas, le nom du destinataire de cet argent liquide, et parfois le motif de la dépense, sont dûment spécifiés. Il s'agit le plus souvent de sommes inférieures, distribuées pour des étrennes, un loyer de parking, une coiffeuse, du repassage. Mais l'on voit aussi apparaître des montants plus importants (6800 euros, 7000 euros, 11.200 euros, 5670 euros...), là encore en liquide, accordés semble-t-il à des médecins ayant accompagné M. et Mme Bettencourt sur la fameuse île d'Arros aux Seychelles, mais aussi à des amis intimes.

Si de l'argent liquide a été versé à des hommes politiques, leur nom ne figure donc pas dans ces carnets. Jusqu'à présent d'ailleurs, tous les intéressés ont démenti les propos de l'ex-comptable : Nicolas Sarkozy le premier, mais aussi Eric Woerth sur TF1, Maître Georges Kiejman, l'avocat de Mme Bettencourt, et Patrice de Maistre qui, au passage, a admis devant les policiers qui l'interrogeaient mardi dernier avoir rencontré à plusieurs reprises Eric Woerth.

Pour en savoir plus, les policiers de la BRDP devront sans doute interroger à nouveau les membres du personnel qui, eux aussi, ont assisté à la venue de ces « visiteurs » politiques dans le bel hôtel particulier des Bettencourt. Les enquêteurs devront aussi retrouver une salariée de BNP-Paribas, Mme Eva A., que Marianne a vainement tenté de joindre. C'est elle qui, en mars 2007, par téléphone, avait mis en garde Claire T. sur les risques que comportait un éventuel retrait de 150.000 euros. Une telle somme, aurait-elle fait savoir à l'ancienne comptable, aurait pu intriguer les services de Tracfin. Mieux valait donc s'abstenir et se contenter de retirer les 50.000 euros autorisés.

(1) Et disponible dès cet après-midi 15h en version numérique sur le site [Relay](#) (Mac et PC) et celui du [Kiosque.fr](#) (PC, Mac et Linux).